

Guinée une histoire des violences politiques

Chapitre 3 : Corps habillés, mécanique de la violence Manque de moyens > Recours à la violence

Par Olivier Rogez
Publié le 14/06/2018

« ... Les policiers ont beaucoup de difficultés à gérer les manifestations. Le niveau d'équipement est insuffisant. Parfois les véhicules de transports ne sont pas protégés et les policiers sont exposés aux jets de pierre ou de boulons. Face à des jeunes ultraviolents dans certains quartiers, les policiers ont souvent peur. »

Témoignage d'un commissaire en fonction à la Sûreté nationale et qui a préféré conserver l'anonymat pour des raisons de sécurité. Un homme qui a 25 ans de carrière au sein de la police.

Les violences policières ont de multiples causes. Mais puisque ces violences s'exercent surtout lors des manifestations et des mouvements de foule, je dirai que la première cause vient de la manipulation de la jeunesse par les hommes politiques. Avec toute mon expérience acquise sur le terrain, j'ai un aperçu vraiment négatif du comportement des politiciens. En fait, ils nous font chanter en manipulant la violence. Ils utilisent la colère de la jeunesse à des fins politiques. La police a tenté de faire *asseoir* les jeunes de l'Axe (les quartiers proches de l'opposition, où les jeunes se mobilisent régulièrement contre le pouvoir en place) avec les policiers. On a appelé cela l'opération *Baïonnette intelligente*. C'était une façon d'instaurer un dialogue avec ces jeunes pour échanger sur nos problèmes réciproques et tenter de faire baisser le niveau de violence lors des manifestations. Mais cela n'a pas donné grand-chose. Jusqu'à présent rien ne change.

Nous avons beaucoup étudié la structure sociologique des quartiers de l'Axe et la façon dont les jeunes sont organisés. Je diviserai ces jeunes en trois groupes. Il y a d'abord les « *staffs* » ce sont les groupes de donneurs d'ordre dans les manifestations. Ils sont souvent en lien avec les formations politiques. Ils se présentent comme les leaders de l'Axe et ce sont eux qui mobilisent les jeunes désœuvrés pour venir grossir les rangs des manifestants. Le deuxième groupe ce sont les *gangs*. Ils ne sont pas forcément membres du staff mais ils envoient leurs jeunes pour tirer profit des manifestations, commettre des vols et des violences. Le troisième groupe ce sont les *ghettoman*, ces marginaux qui vivent dans les tunnels du quartier Kakimbo, au niveau de la décharge. Ce sont des jeunes drogués qui ont quitté leur famille et vivent de la criminalité. Les *staffs* reçoivent de l'argent des hommes politiques et amènent ces deux groupes dans les manifestations. Et ce sont eux qui génèrent la violence. Car aucun organisateur ne peut alors les maîtriser.

Le principal problème des forces de l'ordre, c'est la formation. Il est très important d'avoir un personnel bien formé. Les deux dernières promotions embauchées dans la police n'ont quasiment pas été formées. En théorie, comme il n'y a pas de concours d'entrée, c'est la police qui doit former ses hommes. Mais les deux dernières promotions ont été engagées directement dans la fonction publique qui les a ensuite mis à notre disposition. Cela veut dire que la police n'a pas eu la possibilité de choisir elle-même ses recrues. Les nouveaux venus n'ont eu que quelques séminaires de mise à niveau. C'est-à-dire quelques semaines de formation. Nous avons coutume de dire qu'« *un policier mal formé est un criminel en puissance* ». Les deux promotions de 2008 et 2013 se sont traduites par un recrutement d'environ dix mille hommes. Et je dirai que 80% d'entre eux n'est pas formé. Il faudrait aussi instaurer une mise à niveau régulière pour les policiers en fonction. Ce n'est pas le cas. C'est le problème essentiel. Dans les faits, il existe un programme de formation continue sur le terrain ou à l'école, mais on ne prend pas des formateurs issu du corps. On va prendre des hommes qui croupissent dans des bureaux depuis toujours. Par exemple un policier recruté en 1975 qui n'a jamais eu la moindre formation depuis va être chargé de former les jeunes ! C'est une aberration. Le ministre a demandé un programme de formation. Mais il cherche le Diable avec une torche ! L'armée et la gendarmerie ont bien progressé sur le volet formation mais pas nous.

Le second problème c'est ce que l'on appelle le comportement opérationnel. Par exemple, on est souvent appelé à intervenir avec la gendarmerie, qui est comme vous le savez un corps hybride, relevant du ministère de la Défense mais avec des fonctions et des tâches de police en temps de paix. Or lorsque nous sommes déployés ensemble, il n'y a pas de commandement commun. Il faudrait un PC pour harmoniser les ordres, car sur le terrain il est souvent difficile de savoir qui fait quoi... et lorsqu'il y a mort d'homme c'est très compliqué.

Par ailleurs, la question des moyens est un problème crucial. Si l'on envoie les hommes en mission, par exemple sur des manifestations, sans leur donner les moyens techniques de mener à bien cette mission, on ne peut pas avoir de bons résultats. Les manifestations consécutives à la grève des enseignants des 20 et 21 février (2017, *NDLR*) sont un bon exemple de nos carences. Le 20 février, il a fallu attendre 14 heures pour que les CMIS (les Compagnies mobiles d'intervention et de sécurité, autrement dit les CRS, *NDLR*) reçoivent des stocks de gaz lacrymogènes. Et il a fallu, tenez-vous bien, que la présidence de la République les fournissent ! Nos hommes avaient épuisé leurs stocks de grenades et commençaient à reculer face aux manifestants. C'est Alpha Condé lui-même qui a donné les instructions pour « *libérer les lacrymogènes* ». Certains de ces gaz étaient vieux et sans efficacité, les manifestants nous les renvoyaient.

Les policiers ont beaucoup de difficultés à gérer les manifestations. Le niveau d'équipement est insuffisant. Parfois les véhicules de transports ne sont pas protégés et les policiers sont exposés aux jets de pierres ou de boulons. Face à des jeunes ultraviolents dans certains quartiers, les policiers ont souvent peur. Car la protection sociale en cas de blessure est inexistante. L'État vient juste de mettre en place une nouvelle Caisse de sécurité sociale pour la police mais jusqu'à présent un policier blessé dans l'exercice de ses fonctions est très mal pris en charge. Les infirmeries centrales des CMIS sont vides. Et l'infirmerie centrale de l'armée qui est mieux fournie n'est pas ouverte aux policiers. Les policiers blessés doivent aller à l'hôpital et vous n'ignorez pas que là-bas tout est payant. Le moindre pansement est à la charge du blessé. C'est impossible de travailler dans ces conditions. Nos hommes ont peur d'être blessé et cela génère des comportements inadéquats. J'ai moi-même travaillé dans les unités d'intervention et je sais de quoi je parle.

Il y a trop de différence de traitement entre la police et l'armée. C'est un système pérennisé depuis longtemps. Par exemple, j'ai le grade de capitaine, je suis instructeur en combat et en maintien de l'ordre. Je suis entré dans le métier avant Sékouba Konaté (président de la transition en 2010). Il est général d'armée. Baldé, le patron de la gendarmerie est de la promotion 93. Ceux de sa promotion sont tous colonel, lui est général. J'ai plus d'ancienneté qu'eux. Dans la police nous avons actuellement sept promotions qui sont peu ou prou au même grade. L'avancement n'existe plus. Les problèmes d'avancement ont commencé au lendemain de la tentative de coup d'État des 2 et 3 février 1996. Les soldats s'étaient mutinés car les policiers venaient de recevoir des augmentations. Les militaires étaient jaloux. Et depuis, c'est le contraire. L'armée est favorisée.

La police n'a pas échappé au phénomène de la politisation. Sous Lansana Conté, on infiltrait des policiers qui étaient aussi militants du PUP (Parti de l'unité et du progrès, soutien du président Lansana Conté). Le pouvoir voulait nous contrôler. Et ce phénomène a duré jusqu'au jour d'aujourd'hui. À vouloir politiser la police on l'a amenée sur des terrains dangereux. Il y a quelques années, un directeur général de la police s'était même permis de dire publiquement « *le président ou la mort* ». Et cette façon d'affirmer son militantisme est très mal vécue. Comment la police qui est au service de tous peut être dirigée par un militant qui n'hésite pas à afficher ses convictions ? Ça a toujours été comme ça en Guinée.

La discipline est un problème récurrent. Le pouvoir a eu la bonne idée de rétablir le Conseil de discipline pour les hommes qui commettent des fautes ou des délits. Mais jusqu'à présent ce conseil ne fonctionne pas. Quant à l'Inspection générale (chargée d'inspecter les finances et l'utilisation des fonds publics ainsi que les bavures policières avant que le conseil de discipline ne statue, *NDLR*), elle est inopérante. Peut-être cinq ou six policiers ont été sanctionnés car pris en flagrant délit. Mais en fait, il n'y a aucun travail et aucune sanction lorsqu'il y a des manquements. Je vais vous le dire franchement. L'impunité règne à tous les niveaux. Que ce soit à propos de la corruption - qui est endémique - ou de la violence, il n'y a quasiment aucune sanction.

Retrouvez l'intégralité de la collection « Guinée : une histoire des violences politiques » sur RFI Savoirs en cliquant [ici](#).